

La révolte du Gaulois roulant au diesel

Pour l'écrivain et professeur Aymeric Patricot, la colère des « gilets jaunes » est celle d'une France profonde qui s'est sentie dénigrée par certains propos tenus par Emmanuel Macron, et rappelle à ce titre les émeutes de 2005 dans les banlieues

Par AYMERIC PATRICOT

Il y a deux ans, je quittais Paris pour une petite ville de province, profitant d'une opportunité professionnelle pour laisser derrière moi le métro, la pollution, la vie chère, le climat de violence ethnique et sociale. J'espérais goûter quelque chose comme une vie tranquille et saine. Ce faisant, j'allais observer du point de vue des campagnes les dix-huit premiers mois du quinquennat de Macron. Le moins qu'on puisse dire est que le spectacle a été saisissant. Je vais retranscrire ici quelque chose de ce que j'ai perçu dans l'accueil qui lui a été fait.

La première année, déjà, les campagnes ont bruit d'un certain mécontentement. Elles s'estimaient bousculées : limitation de la vitesse à 80 km/h ; suppression des emplois aidés ; menace à terme sur les finances locales ; recul persistant des services publics ; dédoublement des classes de primaire dans les quartiers au détriment des territoires. Mais on se contentait de bougonner. Certes, on estimait que l'élection de Macron n'était pas vraiment légitime : il était arrivé là par un prodigieux coup de sort. Mais on s'était habitué à cette confiscation du pouvoir par une classe qui parle fort au nom de principes qu'elle ne s'applique pas. On acceptait la fatalité parce que l'essentiel semblait préservé : l'ordre public, quoiqu'il ait été mis à mal sous Hollande ; l'ordre économique, quoique le taux de chômage soit resté douloureux.

Et puis tout a basculé pendant l'été 2018. On a parlé d'erreurs de communi-

**TOUT A BASCULÉ
À L'ÉTÉ 2018. ON
A PARLÉ D'ERREURS
DE COMMUNICATION,
MAIS LE MAL ÉTAIT
PLUS PROFOND :
IL S'AGISSAIT D'AVEUX**

cation, mais le mal était plus profond : il s'agissait d'aveux. Pendant des semaines, pendant des mois, jour après jour, une série d'actes a révélé la vérité du quinquennat aux yeux des campagnes : Macron ne les connaissait pas. Pis, il les méprisait. Et cela, en toute innocence, en toute bonne foi. C'était avec une sincérité désarmante qu'il révélait le fond de sa pensée, à savoir que les provinciaux sont des gens simples, corvéables à merci, condamnés par l'Histoire et potentiellement dangereux pour le pouvoir central qui incarnerait, lui, la noblesse et même le bien.

Qu'on en juge. Il y a eu la série des paroles condescendantes à propos de la désinvolture supposée d'une certaine population (« Tu m'appelles Monsieur le président de la République », « Je traverse la rue et je vous en trouve [du travail] », les « gens qui ne sont rien », les « fainéants »...). Il y a eu la défense de proches et de collègues en dépit de toute décence démocratique (Alexandre Benalla, Agnès Saal, Philippe Besson...). Il y a eu ces étalages d'opulence. Il y a eu ces gestes terriblement maladroits, comme ces cadeaux aux chasseurs sous prétexte que ces derniers symboliseraient la ruralité.

PÈRE FOUETTARD

Surtout, il y a eu des attitudes qui non seulement n'ont pas été jugées dignes, mais qui ont été tenues pour des insultes. Et ce sont deux incidents qui, conjugués, m'ont semblé proprement explosifs, alors même qu'ils ont été scrutés avec bonhomie par les médias.

Tout d'abord, cette parole malheureuse sur les « Gaulois réfractaires au changement », expression que l'on peut d'ailleurs comprendre tant la grogne semble parfois caractériser le pays. Le problème est que Macron, justement, ne désignait pas les Français mais les Gaulois, c'est-à-dire, dans l'imaginaire collectif et notamment en banlieue, les Français blancs, ceux des campagnes, ceux de la France profonde, ceux qu'on a l'habitude de moquer à Paris parce que ce serait des beaufs, des alcooliques et des rougeauds.

Les photos surprenantes de Macron à Saint-Martin, dans les bras d'un ex-braqueur et de son cousin faisant un doigt d'honneur, constituent la seconde séquence qui a scellé la détestation. Car après avoir signalé l'identité de ceux qu'il méprisait, Macron aurait ainsi révélé ceux qu'il aimait beaucoup. Et, cette fois-ci, ses paroles étaient douces. La boucle était bouclée : le banquier d'affaires aurait avoué plus d'amour pour les banlieues que pour les campagnes, pour les voyous que pour les « classes laborieuses », comme il les nomme lui-même. Amalgames ? Bien sûr ! Mais les ressentis, les susceptibilités sont toujours affaire d'amalgames, et le rôle des politiques est d'essayer de

les désamorcer. Sans doute aurait-il fallu quelques mots pour trancher le nœud qui se nouait ici, quelques mots très simples pour assurer que l'État ne tombait pas lui-même dans ce genre de raccourci. Quoi qu'il en soit, l'idée s'est imposée que les impôts des classes moyennes servaient surtout à nourrir la classe politique et à tenir à bout de bras les classes défavorisées.

Cette dimension culturelle – pour ne pas dire ethnique – n'a pas vraiment été commentée. Elle reste en partie taboue mais elle sous-tend certains raisonnements, elle nourrit certains symboles. Dans l'esprit des campagnes, Macron passe désormais pour un Père Fouettard dur avec les siens, doux avec les autres, et le fait qu'il s'exprime souvent de l'étranger ne passe pas inaperçu. C'est ainsi que le phénomène de détestation s'est enclenché : quand on ironise sur le physique des gens, quand on les tance alors qu'ils vivent difficilement le quotidien, on provoque des mouvements de rejet très puissants et, malheureusement, je le crains, irréversibles. La révolte des « gilets jaunes » n'est-elle pas la symétrique des émeutes de 2005 ? Mêmes colères de communautés qui se sentent humiliées... Après le banlieusard racisé qui ne supporte plus d'être relégué dans les marges des grandes villes, le Gaulois roulant au die-

**DANS LES
CAMPAGNES, LE FAIT
QUE MACRON
S'EXPRIME SOUVENT
DE L'ÉTRANGER
NE PASSE
PAS INAPERÇU**

sel qui n'accepte plus d'être ignoré, pressuré, moqué par l'élite.

Enfin, la fameuse goutte qui a fait déborder le réservoir n'est pas anodine non plus. Depuis des décennies, chaque président commence par augmenter les impôts, estimant que la pilule s'oubliera bientôt. Mais la technique devient voyante. Certaines études n'hésitent plus à prouver ce que le peuple pressentait depuis longtemps : le pouvoir d'achat des classes moyennes diminue. Quand, de plus, on se moque ouvertement d'elles en affirmant que c'est pour la bonne cause – à savoir, la transition écologique –, alors on fournit au peuple des raisons objectives de se soulever.

Élément supplémentaire de rancœur, la voiture constitue vraiment le nerf de

la guerre en province. Je m'en suis rendu compte en venant m'installer en Champagne. Je fais désormais 1000 kilomètres par mois pour me rendre au travail – autant de frais d'amortissement, d'entretien, d'assurance, de péages, d'essence, qui dépassent les économies réalisées sur le loyer. Comment les Parisiens pourraient-ils s'en rendre compte ?

La situation me paraît désormais celle-ci : à tort ou à raison, la classe politique est tenue pour incompétente, méprisante, illégitime et privilégiée. La plupart des formations politiques sont incluses dans ce rejet. Je ne sais pas comment le régime en place peut trouver une porte de sortie, mais le phénomène de la violence civile est enclenché. Une fois que la fièvre s'empare d'un corps, difficile de la faire retomber. Une chose est sûre : le remède doit être puissant. ■

J Aymeric Patricot, professeur de lettres en école préparatoire, est notamment l'auteur d'« Autoportrait du professeur en territoire difficile » (éd. Gallimard, 2011) et de « Les Petits Blancs. Un voyage dans la France d'en bas » (éd. Plein jour, 2013)

« M. Macron manifeste une absence totale d'empathie »

La professeure de littérature Cécile Alduy analyse le choix des mots par le président Macron, leur signification et leur impact sur l'opinion

Entretien

Professeure de littérature à Stanford, en Californie, et chercheuse associée au Cevipof de Sciences Po, Cécile Alduy est notamment l'auteure de *Ce qu'ils disent vraiment. Les politiques pris aux mots* (Seuil, 2017).

Quelle est l'importance des mots dans l'exercice du pouvoir ?

L'action politique n'est visible et intelligible que si elle est dite, traduite et mise en récit. Seule la parole publique peut la faire exister, en enserrant les décisions dans un discours qui leur donne un sens, une logique, une visée. Les actes n'existent que d'être dits... Ce que les poètes de l'Antiquité exprimaient déjà ! Pour aller vite, dire, c'est faire, et faire sans dire, c'est ne rien faire, aux yeux du public. Mais il y a une autre fonction de la parole politique, notamment présidentielle : parler au nom des Français pour dire leur

histoire, mettre des mots sur leurs souffrances, leurs espoirs et leurs doutes. Or, il semble que, depuis plusieurs mandats présidentiels, les candidats qui avaient su se faire les porte-parole des aspirations des Français oublient, une fois élus, cette fonction représentative et narrative.

Dans quelle mesure le langage d'Emmanuel Macron a-t-il contribué à sa conquête du pouvoir ? Quelles étaient alors ses caractéristiques ?

Candidat, il a pleinement joué ce rôle de porte-voix, de raconteur d'une geste nationale en train de s'écrire, un « roman national » dont il était le dernier héros. Il a aussi su renouveler le discours politique dans la forme et le vocabulaire. Il a privilégié un récit orienté par l'idée de mouvement – « avancer », « progresser », « marcher », « projet » –, plutôt que par un catalogue de mesures ou de valeurs traditionnelles du langage politique. Et il a emporté l'adhésion autour d'émotions mobilisatrices, comme l'optimisme, la bienveillance, l'espoir. Surtout, il est celui

qui a le plus parlé d'un « nous » et donné un rôle à un « vous » qu'il appelait à agir.

Le chef de l'État a fait de nombreuses références à notre histoire monarchique. On pouvait penser qu'il s'efforçait ainsi d'« habiter » sa fonction davantage que ses prédécesseurs. Cela l'a-t-il servi ou desservi ?

Dans un premier temps, son utilisation des symboles de la monarchie – comme son « intronisation » au Louvre, seul dans la nuit face au peuple – ou d'une autorité verticale lui a permis de balayer les doutes sur sa capacité à « faire président » à seulement 39 ans et sans aucune expérience d'élu. Il a imposé une image de force, de détermination, d'autorité.

Mais ce qui était tout d'abord la marque d'une trempe de fer est devenu un signe de surdité, voire d'arrogance et de dédain. A force de dire que rien ne le fera plier et de prétendre avoir toujours raison, il a donné l'impression de mépriser les corps intermédiaires, et finalement tous les Français qui ne seraient pas « premiers de cordée ». Il a confondu être un chef et être un leader : un chef ne veut qu'être obéi et est la seule source des décisions, au risque de l'arbitraire ; un leader sait faire vivre le groupe et lui insuffler une énergie, une capacité d'ac-

tion et de dépassement fondée sur la confiance dans l'aptitude de chacun à prendre à bras-le-corps les défis.

Y a-t-il eu un moment où les mots d'Emmanuel Macron se sont retournés contre lui ?

A partir du moment où il a perdu la maîtrise des connotations de classe de son parler supposément « disruptif ». Macron est son meilleur ennemi : avec toutes ces micro-polémiques sur ses apartés (« pognon de dingue », « fainéants », etc.), il a sapé sa tentative de réécriture d'une grande geste historique où l'action politique aurait eu du sens. Le problème, c'est qu'assez vite s'est dessiné un schéma récurrent : ces expressions « cash » sont toutes une expression d'un inconscient de classe, d'un rapport à l'argent et au travail qui est déconnecté de la vie concrète des gens qui rament. Lorsqu'il dit qu'il suffit de « traverser la rue » pour trouver un boulot, qu'il y a les gens qui font et « ceux qui ne sont rien », il manifeste une absence totale d'empathie et même de compréhension des contraintes familiales, logistiques, sociales des Français.

Macron raisonne toujours en termes de macroéconomie : sur le papier, il y a des emplois non pourvus. Mais les gens vivent au jour le jour la microéconomie :

est-ce qu'on peut remplir le chariot le 16 du mois, comment aller travailler sans dépenser tout en gazole, comment faire lorsqu'il n'y a plus d'emploi aidé dans la crèche des enfants...

Le chef de l'État a récemment évoqué « nos classes laborieuses ». Que vous inspire cette expression ?

Elle m'a profondément choquée en raison de ses connotations. Un classique en histoire sociale, qu'Emmanuel Macron aura forcément lu, s'intitule *Classes laborieuses et classes dangereuses*, de Louis Chevalier. L'expression « classes laborieuses = dangereuses » reflète la vision négative, inquiète, des classes bourgeoises du XIX^e siècle à l'égard des classes populaires en expansion démographique à Paris, et qui sont l'objet d'études « sociologiques » et médicales. On condamne alors leur malpropreté, leur tendance au crime, leur manque de moralité. Recourir à une expression à ce point située historiquement et socialement – même si « classes laborieuses » signifie aussi littéralement « classes qui travaillent » – témoigne bien de cette extériorité du président par rapport aux Français qui travaillent sans parvenir à sortir la tête de l'eau. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON